

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

English
italien español
srpski portugês
العربية Deutsch

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

Le 19 novembre 2011 Menaces envers l'Iran et risque d'invasion en Syrie



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

Le « Journal » d' Anatoli Tcherniaiev : un témoignage exceptionnel sur l'agonie du « mouvement communiste international »

par Jean-Marie Chauvier



- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Mondialisation.ca, Le 14 novembre 2011

 Envoyer cet article à un(e) ami(e)
 Imprimer cet article

0 submit 3 1
Digg reddit f Share Tweet

Anatoli Tcherniaiev *: un témoignage exceptionnel sur l'agonie du « mouvement communiste international »** (voir notes à la fin de l'article)

« Georges Marchais[1] bavarde sur la démocratie, je voudrais bien voir ce qu'il ferait s'il devait exercer le pouvoir » C'est ce qu'aurait dit, du secrétaire général du PCF, son alter ego du PCUS et « maître de l'URSS » Léonid Brejnev, le 17 octobre 1972. Une anecdote entre cent, et entre autres événements et propos qui n'ont rien d'anecdotique, rapportés par Anatoli Tcherniaiev dans son « Journal de deux époques- 1972-1991 » : plus de mille pages conçues « en temps réel » dans les allées du pouvoir, « Place Vieille » à Moscou, siège du Comité central du PCUS à quelques pas du Kremlin.[2] Le « Journal » d'un homme du sérail soviétique, qui ne manque pas de bousculer les idées reçues sur les partis communistes que l'on disait « aux ordres de Moscou » et sur la façon dont ces « ordres » cherchaient à se faire entendre auprès d'« élèves » de plus en plus indisciplinés, auxquels Moscou préférerait les « forces réelles » des pouvoirs en place et de la social-démocratie. Qu'il s'agisse du « communisme » et des grands événements mondiaux – Chili, révolution portugaise, guerre en Afghanistan, Pologne, « euromissiles » - on est surpris par le degré de confusion et de délitement qui, à lire ce Journal, semble régner à la direction de la puissante Union soviétique et ce, bien avant l'effondrement de 1991.

La « subversion » au cœur du pouvoir

La fin de l'URSS en 1991 a quelque peu éclipsé le décès du Mouvement Communiste International (MCI) issu comme l'URSS de la révolution de 1917 et qui entretenait avec Moscou des liens politiques souvent dénoncés à l'Ouest.

A vrai dire, sa désagrégation est bien antérieure à celle de l'état qui lui servit longtemps de « modèle ». Créée par Lénine en 1919, l'Internationale Communiste (Komintern) [3] fut dissoute par Staline en 1943, pour laisser tant à l'URSS qu'aux résistances communistes toute latitude dans le choix des stratégies de lutte contre l'Allemagne nazie et ses alliés, ce qui impliquait aussi de ne pas « gêner » les alliés américain et britannique avec ce « double » secret du Kremlin que constituait l'IC.[4] Au Komintern succéda après la guerre un Kominform aux ambitions très différentes.[5] Le « communisme mondial » d'après 1945, malgré (ou à cause de) sa forte expansion, est allé de différenciations en scissions. La révolution de Tito en Yougoslavie s'est séparée de Moscou en 1948. La « déstalinisation » krouchtchéviennne[6] motiva les dissidences albanaise et chinoise (maoïste). La révolution cubaine, autonome puis alignée sur Moscou, préserva toujours son originalité. Enfin, l'écrasement par les chars du Pacte de Varsovie, en août 1968, du mouvement de réformes en Tchécoslovaquie provoqua de nouvelles dissensions au sein du mouvement resté jusque là fidèle à Moscou. Le MCI en déclin est donc loin du « centre de la révolution mondiale » de jadis. Il compte encore des centaines de millions de membres, en partie obligés (dans les pays « communistes »), en partie volontaires (dans les oppositions au capitalisme et aux dominations étrangères)[7]

Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV
GLOBAL RESEARCH TV

Ces avatars ne devraient pas occulter d'autres facteurs du déclin communiste à l'Ouest : le tournant néolibéral de nos sociétés et les changements de la condition ouvrière dans les années 1970-80, un tournant qui mit également fin aux social-démocraties réformistes classiques, au profit d'un tournant à droite et d'une intégration poussée aux institutions du capitalisme « mondialisé ». Ce n'est pas notre propos, centré sur les relations entre l'URSS et ses « partis frères » dans cette même période. Il y a sans doute un rapport entre ces transformations sociales (qui affectent également l'URSS et les pays de l'Est) et le fait que les PC s'éloignent de la direction soviétique. Mais nous ne traitons ici que de la dimension politique et idéologique de cette évolution, telle qu'elle transparait dans l'activité du MCI.

Le Journal de Tcherniaiev est témoin de ce microcosme et non historien de l'aventure complexe des communismes du XXème siècle.[8] Cet homme appartenait au Département International (DI) du Comité Central du PCUS. Le DI était le cerveau du parti en politique extérieure, organe parallèle au (et parfois rival du) Ministère des Affaires Etrangères de l'URSS (MID) Il était chargé d'influencer les partis communistes, sociaux-démocrates et autres mouvements révolutionnaires et progressistes en liaison avec Moscou.

Il ne s'agit pas de « mémoires » rétrospectives, mais d'un Journal tenu au fil des ans, à l'exception des réflexions à posteriori que l'auteur livre après chaque année relatée. Ce qui frappe le lecteur, qui se souvient de l'idéologie officielle et de la langue de bois qui avait cours à Moscou en ce temps-là, c'est la liberté de ton et les opinions hétérodoxes de l'auteur et d'autres responsables soviétiques, en ce « saint des saints » qu'était le Comité Central et son DI. Certes, le chef du département, Boris Ponomarev[9], est décrit comme « bolchévik » et « kominternien », proche de l'idéologue « orthodoxe » Mikhail Souslov.[10] Il n'en paraît pas moins dépassé par les événements et comme sidéré par l'évolution chaotique de « son » communisme mondial devenu ingouvernable. Le secrétaire général Léonid Brejnev[11] lui-même, son premier ministre momentanément « réformateur » Alexei Kossyguine[12] et le fameux chef de la diplomatie Andrei Gromyko[13] ont des perceptions du monde plus réalistes. Au dedans et autour du DI gravitent des experts réputés « ouverts ». Vadim Zagladine, chef adjoint du DI, Georgui Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada, Nikolaï Inozemtsev, directeur de ce lieu de subversion intellectuelle[14] que fut l'Institut de l'Economie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO)[15] Evgueny Primakov, directeur de l'Institut des études orientales et spécialiste du monde arabe, Alexandre Bovin, chargé des relations avec les pays socialistes, Karen Brutents, qui orienta la politique dans le « tiers-monde » notamment arabe, et bien d'autres ont professé, sur l'évolution planétaire, des vues larges et contradictoires, souvent moins idéologiques que « géostratégiques ». Selon Anatoli Tcherniaiev, dès les années 70 s'est formé au plus haut niveau un cercle de responsables gagnés à l'esprit des changements à venir.

(NB : une partie des précisions concernant les sources de « subversion » dans les cercles scientifiques et dirigeants sont de moi. JM Chauvier)

Il ne manquait pas, en effet, de canaux d'échange d'idées entre le Comité Central et les cercles culturels réputés contestataires, les revues littéraires, des centres de pensée tels que l'Institut du Mouvement Ouvrier International et divers instituts de l'Académie des sciences, où oeuvraient des personnalités indépendantes telles que le physicien Piotr Kapitza et les économistes mathématiciens Léonid Kantorovitch (tous deux Prix Nobel dans leurs disciplines) et Vassili Nemchinov. La « subversion » en douce pouvait s'appuyer sur les chercheurs de l'Institut d'économie et de mathématiques de Nikolaï Fedorenko à Moscou, dont fit partie Nikolaï Petrakov, et de la cité académique de Novossibirsk où étaient basés l'économiste Abel Aganbegian et la sociologue Tatiana Zaslavskaïa. Il faut y ajouter sans doute le personnage hors pair que fut Alexandre Iakovlev[16], un responsable à la Propagande « exilé »[17] comme ambassadeur au Canada de 1972 à 1983, et considéré comme le principal inspirateur (« architecte ») des réformes de Gorbatchev.[18]

La période des années 1970-80 que couvre le Journal est celle de la découverte, dans les cercles dirigeants du PCUS, d'un monde qui ne va pas « comme il faut » La preuve en sera administrée par la rupture confirmée avec le communisme chinois et les échecs des stratégies de « révolutions pacifiques » au Chili et au Portugal, tandis que faisait naufrage en Italie l'alternative eurocommuniste du « compromis historique » portée par le PCI d'Enrico Berlinguer.[19] Ensuite viendront les coups décisifs de la dissidence polonaise de 1980-81, des échecs de la guerre en Afghanistan amorcée en décembre 1979, de la douteuse « bataille des euromissiles » avec les Etats-Unis et, simultanément, les succès de la « révolution conservatrice » des Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

Tcherniaiev est l'un des témoins de première main de la façon dont se répercute, au sommet du PCUS, le déclin rapide du communisme mondial. Peu conforme au cliché des PC « aux ordres de Moscou », ce MCI échappe de plus en plus à l'hégémonie et même à l'entendement des dirigeants soviétiques. Aux yeux d'experts tels que Tcherniaiev, les PC sont jugés de peu de poids dans la vie internationale – la social-démocratie européenne éveillant de plus en plus d'intérêt aux yeux de la diplomatie du PCUS. Seuls échappent à ce jugement les PC italien, français, indien, chilien (jusqu'en 1973) portugais (en 1974-75), sud-africain[20]. C'est de cette chronique d'une mort non annoncée que sont extraits ou résumés, ci-après, quelques moments forts du Journal de Tcherniaiev.

Prélude stalinien (27 février 1972)

L'auteur a lu en 1972 le journal de Georgui Dimitrov, ancien dirigeant du Komintern.[21]

En 1938 « apparaît clairement la tendance de Staline à se dégager de la marque communiste sur la politique de l'URSS ». Ainsi, les ordres donnés, en résumé du résumé qu'en donne Tcherniaiev :

- fermer l'accès à tous les documents du Komintern, ne plus en publier.
- Liquidier les Brigades internationales en Espagne.
- Refuser l'idée de Dimitrov de tenir une « conférence ouvrière internationale » pour défendre la Tchécoslovaquie.

- Interdire à Thorez de renverser Blum.
- Inviter les communistes espagnols à quitter « sans bruit » le gouvernement de Front Populaire.

« Mais pourquoi ? Il se préparait déjà à l'alliance avec Hitler ou comptait sur l'alliance avec l'Angleterre et la France ? » Manifestement, l'auteur se nourrit de lectures dissidentes. Mais n'était-ce pas au Comité central, précisément, que certains artistes ou historiens allaient chercher des appuis contre leurs censeurs académiques ? Les Souslov et Ponomarev veillaient au grain, mais cédaient du terrain.

Louis Aragon à l' honneur (9 octobre 1972)

Louis Aragon a été décoré de l'Ordre de la Révolution d'Octobre. « Pour le centième de ce qu'il a écrit sur Soljénitsyne et la Tchécoslovaquie des auteurs soviétiques auraient été exclus et auraient perdu leur emploi. » Pour rappel, le grand poète et « roc du parti », ami de l'URSS, fut l'auteur d'une critique vigoureuse du procès Siniavski-Daniel en 1966 (premier d'une nouvelle série de procès d'opinion) et de l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968. Ce qui valut à son célèbre journal, « Les Lettres Françaises », de perdre ses abonnements et sa diffusion en URSS, entraînant sa crise financière et sa disparition.

Entre Marchais et Pompidou (17 octobre 1972)

Marchais demande à parler avec Brejnev « d'égal à égal ». Brejnev accorde la priorité à Pompidou. A ses proches il a dit : « Marchais bavarde sur la démocratie. Je voudrais bien voir ce qu'il ferait s'il devait exercer le pouvoir (...) Pompidou réfléchit en homme d'état, il voit tous les problèmes, ils les saisit dans leur ensemble ».

L'auteur relève, le 16 septembre 1973, les idées professées par G.Marchais sur le socialisme démocratique – avec respect de la propriété privée, pluralisme, absence de censure etc... « Qu'y a-t-il de commun avec le Programme du PCUS (...) De quelle unité idéologique peut-on encore parler ? »

« J'ai lu Garaudy » (2 avril 1972)

« Hier, j'ai lu « L'Alternative » de Garaudy ». (célèbre opposant exclu du PCF)[22] Tcherniaiev souligne son « antisoviétisme » et note : « Il nous décrit idéologiquement (le socialisme technobureaucratique) et nous ignore politiquement, il ne comprend pas que nous sommes déjà une part organique consistante de tout le développement contemporain »

La situation en Tchécoslovaquie (4 août 1973)

« Les magasins sont remplis, mais les réserves sont épuisées, dans les secteurs de base c'est la stagnation. La normalisation (terme d'usage pour désigner le retour à l'ordre et la répression après 1968) est seulement superficielle. (...) L'opposition agit (clandestinement) dans une situation d'indifférence politique générale (...) Les comités régionaux du parti de Brno et Ostrava sont dirigés par des antisoviétiques. Les tentatives de les écarter (...) n'ont pas abouti. L'écrasante majorité a de nouveau voté pour eux. » De nombreux militants responsables « ont des contacts secrets avec les leaders du « Printemps de Prague » (...) L'ensemble de l'intelligentsia créatrice (cinéma, télé, écrivains, théâtre) ignore ouvertement le pouvoir » Il n'y a pas d'unité au sommet. Husak (le leader de la normalisation) et Bilak (le préféré de Moscou) ne se font pas confiance. Plus tard, Tcherniaiev qualifiera Bilak (qui fit appel aux chars en 1968) de « grande canaille » (svolotch). Il relève à la fois la « richesse » des Tchécoslovaques, la cassure au sein du monde ouvrier, les progrès de l'autonomisme slovaque et l'émergence d'une « génération de 1968 » orientée vers l'Occident. L'opposition souterraine représente d'après lui « un pourcentage appréciable des 14 millions de Tchécoslovaques » (note du 2 juillet 1977)

Chili. 11-12 septembre 1973

« Coup d'état au Chili (...) Allende s'est suicidé » L'auteur relate le putsch de Pinochet et estime que « manifestement, les socialistes (chiliens) avaient raison lorsqu'ils m'ont convaincu, lors de mon séjour de l'automne 1971, que « cela ne finirait pas pacifiquement, qu'il fallait forcer le processus révolutionnaire et s'armer ». Cette position semble contraire à celle de PC chilien, qui ne voulait pas de la « lutte armée ». L'auteur souligne la défaite de l'idée de voie pacifique au socialisme. C'est tout profit pour les « orthodoxes » du PCUS.

« Eurocommunistes » (5 et 25 janvier 1974)

« Problèmes autour de la Conférence de Bruxelles des PC d'Europe occidentale. Les Italiens, les Français, les Espagnols surtout, refusent que soit dit dans le document (de la conférence) que « l'URSS construit la base matérielle du communisme ». (doctrine officielle depuis 1961). Mais « Zagladine est au congrès du PC autrichien. Ses télégrammes disent que ce parti s'est pleinement réaligné sur Moscou ». (Il s'en était écarté lors de la crise tchécoslovaque) Par contre (note du 11 juin 1974) au Congrès du Parti Suisse du Travail où sont allés Pankov, Iakoukhine et d'autres envoyés du DI, « dans le rapport de Vincent » (Jean Vincent, président), il n'y a « pas mention de l'URSS » mais « tout le reste témoigne du retour dans la famille ». (le PCT avait nettement désapprouvé l'intervention à Prague en 1968) Le parti suisse fait maintenant appel à l'aide soviétique pour sa presse en péril : « j'ai appris qu'on leur donnera sans tarder davantage que la norme annuelle- de 12.000 dollars ». (note du 15 juin 1974) Plus tard (1977) Jean Vincent et d'autres dirigeants suisses interpellent encore les Soviétiques à propos de leurs violations des Droits de l'Homme.

Zagladine reçoit les socialistes. (18 juin 1974)

Importante délégation du Parti Socialiste Belge (PSB) en URSS. Vadim Zagladine souligne la « nouvelle qualité » des relations avec la social-démocratie et dit que « les relations entre PCUS et

PSB « représentent une tendance d'avenir ».[23] Les relations s'activent également avec le Labour britannique.

Portugal 1974

La révolution portugaise d'avril 1974 a surpris Moscou, bien que l'un de ses leaders politiques, Alvaro Cunhal, grand résistant à la dictature salazariste et dirigeant du PC portugais, fut un fidèle allié de l'URSS. Lors d'une rencontre à Moscou, Boris Ponomarev conseilla à Cunhal de mettre sur pied des services de renseignements et de surveiller de près la CIA. (note du 3 novembre 1974) Hélas, aux élections à la Constituante, le PC n'obtint que 13%, contre 38% au Parti socialiste de Mario Soares. (note du 29 avril 1975)

En juin 1975, à Paris, le « Quotidien de Paris » publia une fausse « Lettre de Ponomarev » aux communistes portugais les appelant à « prendre le pouvoir ». Le « document » provocateur aurait été fabriqué par les socialistes portugais. (note du 29 juin 1975) Plus tard, Tcherniaiev constate « l'évolution monstrueuse » qui va du retour triomphal de Cunhal au Portugal aux attentats terroristes contre les sièges du PCP. « La tendance anticommuniste se manifeste partout », le PCUS n'étant plus considéré comme exemple et facteur de paix. (note du 23 août 1975) L'auteur note cependant que « personne (au DI) ne s'est occupé sérieusement du Portugal ». L'une des raisons, croit-il, serait le « partage des sphères d'influence » avec les Américains. « La Tchécoslovaquie est « nôtre », le Portugal est « leur ». (note du 11 septembre 1975)

Crise avec le PCF (1975)

Communistes français et soviétiques s'accusent réciproquement de réformisme. Mais surtout : le communisme à la française et la diplomatie soviétique ne s'accordent plus. Les honneurs reçus à Moscou par le premier ministre Jacques Chirac ont fâché, entre autres choses, Georges Marchais. Brejnev lui a dit : « Nous avons confiance en Chirac. C'est un homme en qui l'on peut avoir confiance, il tient sa parole ». Réplique de Marchais à Brejnev : « Vous avez enfreint les principes de l'internationalisme prolétarien ». (note des 22 et 29 mars 1975) D'une autre rencontre avec des responsables français, il ressort que le PCF accuse le PCUS de suivre la voie, révisionniste, des Italiens, des Yougoslaves et des Roumains. (note du 8 juin 1975) Il est « paradoxal qu'ils (les eurocommunistes) nous accusent de réformisme et de révisionnisme en politique extérieure alors qu'eux-mêmes se réservent le droit de mener une politique réformiste à l'intérieur » afin de conduire (dans le cas du PCF) à « un socialisme social-démocrate en France ». (note du 24 septembre 1975)

Les relations avec le PCF connaîtront une embellie passagère en 1980, mais la politique de François Mitterrand sera rien moins que bien vue à Moscou.

Belgique : des socialistes plus agréables que les communistes (1972-1979)

Un « petit parti » retient l'attention de Tcherniaiev, c'est le PC de Belgique au Congrès duquel il a participé en 1972 en compagnie de...Mikhaïl Gorbatchev. Ce parti semble occuper une position intermédiaire entre Moscou et les « euros ». Mais il n'en est pas moins sensible aux problèmes de la démocratie en URSS. En 1978, le vice-président flamand Jef Turf a informé Vadim Zagladine des progrès de l'antisoviétisme : « Les nouvelles générations ignorent et ne ressentent pas vos grands mérites historiques ». Une propagande intensive et subtile va jusqu'à comparer « l'URSS avec l'Allemagne hitlérienne ». Cet état d'esprit paraît irréversible. (note du 14 juillet 1978) Lors du séjour d'une délégation soviétique en septembre 1978, il ressort d'une discussion de deux heures avec le bureau politique du PCB que la question des « dissidents » est posée comme « obstacle à la coopération avec le PCUS ».

Par contre, lorsqu'ils rencontrent des responsables du Parti Socialiste, « nulle part et personne ne nous a fait de reproches au sujet des dissidents ». Tcherniaiev compare alors les forces respectives du PSB (250.000 membres) du PCB (9000) pour conclure à l'importance de l'un et au caractère négligeable de l'autre. (note du 30 septembre 1978)

Mêmes impressions lors du Congrès du PC à Bruxelles fin mars 1979 : « dédain » des Belges envers les délégations étrangères, « le secrétaire général Van Geyt n'est même pas venu vers la délégation (soviétique) dans la salle ». Mais lors d'une rencontre avec les dirigeants socialistes « l'atmosphère est meilleure qu'avec les communistes. Eux (les socialistes) ne craignent pas qu'on les soupçonne de recevoir des ordres de Moscou ». (note du 8 avril 1979).

Un rapport du vice-président Claude Renard, de janvier 1978, et un texte du XXIIIème Congrès, en mars 1979, témoignent d'après Tcherniaiev du « grand potentiel intellectuel du parti, de sa profonde « pensée théorique ». (les guillemets sont de l'auteur) Elle est supérieure à celle des Italiens » (note du 18 mars 1979).

Le propos de Tcherniaiev est donc contradictoire : tantôt admiratif, tantôt méprisant envers le « petit » PC. Son « libéralisme » lui fait préférer le silence social-démocrate aux critiques communistes sur les questions de la démocratie à l'Est.

On croit percevoir là une sorte d'instrumentalisation des communistes occidentaux par les libéraux soviétiques : leur souci serait d'ébranler leur bureaucratie, mais au profit d'une « realpolitik » et d'une « libéralisation » très éloignées des idéaux d'émancipation que professent les militants communistes à l'Ouest. Mais qu'y avait-il encore de commun, hormis des références idéologiques communes, entre ces militants et les serviteurs des pouvoirs à l'Est ? Les partis communistes dans l'opposition, en Europe occidentale, s'inscrivaient de plus en plus dans un mouvement de démocratisation de leurs sociétés et de désengagement des blocs politico-militaires, très éloignés des idées et des pratiques qui restaient à l'honneur à Moscou jusqu'à la veille de l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985.

Le PC italien cherche la protection de l'OTAN ! (18 juin 1976)

Moscou sera de plus en plus décontenancé par l'évolution des « eurocommunistes » qui n'est plus seulement de distanciation mais d'hostilité envers l'URSS. « Si Berlinguer avait dit, précédemment, que le PCI n'exigerait pas une sortie de l'OTAN afin de ne pas perturber l'équilibre des forces et le cours du désarmement, il déclare maintenant ouvertement que l'OTAN est nécessaire pour préserver « la voie italienne au socialisme » du sort de Prague 1968 » (donc de la menace soviétique). De plus en plus souvent et grossièrement (presque à la Marchais) il juge notre « démocratie » et notre régime. » Tchernaïev dira plus tard que le stratège américain antisoviétique Zbigniew Brzezinski « a commencé à jouer » avec l'eurocommunisme « qui est devenu pour nous (comme puissance idéologique et comme puissance tout court) plus dangereux que le potentiel nucléaire des USA » (note du 1er avril 1977)

On sait que « Zbig » fut l'inspirateur de l'engagement de la CIA en Afghanistan aux côtés des rebelles anticommunistes « islamistes », l'un des plus ardents soutiens de « Solidarnosc » en Pologne et qu'il jouera plus tard un rôle crucial dans le déclenchement de la guerre du Kosovo, en 1999, puis de la dite « révolution orange » de Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko en Ukraine en 2004. Le stratège américain a largement exposé ses vues sur le refoulement de la puissance russe et les avancées de l'hégémonie des Etats-Unis dans l'espace eurasiatique – dans ses ouvrages « Le grand échiquier » et « Le vrai choix ». Cette vaste entreprise de subversion prend sa source à la fin des années 70 et sans doute, « libéraux » russes et progressistes occidentaux n'en ont qu'une très vague perception. Dans ce contexte, on peut penser en effet que l'eurocommunisme fut instrumentalisé.

Preuve que cela devient une affaire d'état : c'est le KGB, et non plus le DI qui fait rapport au Politburo des déclarations « antisoviétiques » du secrétaire général du PC espagnol Santiago Carillo. (note du 21 mai 1977) Tchernaïev admet que le PC soviétique a besoin de « nouvelles initiatives théoriques » mais il estime que les eurocommunistes sont sur ce plan « très faibles et d'aucune aide ». (note du 14 octobre 1977) On peut cependant douter du potentiel « théorique » d'élites libérales soviétiques qui iront bientôt se ressourcer auprès des « Chicago boys » de Milton Friedman et du général Pinochet !

Du grand tournant de 1980 à la débâcle finale.

Le Journal de Tchernaïev rapporte la grande confusion dans laquelle les dirigeants soviétiques paraissent avoir décidé d'entrer en guerre en Afghanistan, le 27 décembre 1979. « Même du temps de Staline », une décision aussi importante ne fut aussi peu débattue. « Atrophie complète de la responsabilité ». (note du 30 décembre 1979) L'URSS est ébranlée par la crise polonaise. Mais l'auteur crédite Léonid Brejnev d'avoir su éviter la répétition en Pologne de « l'année 1968 ».

Quant à la relance de la course aux armements, dont le déploiement par les Soviétiques des SS 20 est rendu responsable, des responsables l'imputent aux initiatives d'Andrei Gromyko. Là aussi, il semble y avoir une grande confusion à la tête de l'appareil soviétique.

La crise du système soviétique, évidente au début des années 80, fait passer au second plan les problèmes du MCI. Même si, par exemple, Moscou s'efforce de réduire l'influence d'Enrico Berlinguer en finançant ses opposants au sein du PCI.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux grands bouleversements de la Perestroïka (1985-1991) et au rôle de Gorbatchev. Elle est riche d'informations sur les relations nouées avec les Etats-Unis et l'Europe occidentale, notamment lors de la « chute du Mur » et de la réunification allemande.[24]

En ce temps-là, les « partis frères » des pays de l'Est, autorisés à prendre le large, font naufrage ou se métamorphosent afin de prendre place dans les pouvoirs chargés de mener les privatisations et le passage au capitalisme. Avant que ne survienne le tour de l'URSS, de la Russie fin 1991. Les PC de l'Ouest ne peuvent qu'assister à cette débâcle inattendue et...tourner au plus vite la page d'une histoire passablement déroutante. Tant à l'Est qu'à l'Ouest, les rescapés du « communisme mondial » se sont dispersés en de multiples tendances, s'intégrant au capitalisme et à la social-démocratie ou, plus rarement, se réclamant toujours d'une identité communiste.[25]

Les propos d'Anatoli Tchernaïev illustrent bien la complicité d'idées qui s'est tissée entre certains milieux dirigeants et les intellectuels soviétiques dits « progressistes » ou « libéraux » que l'on disait aussi « de gauche » bien que nombre d'entre eux, et certainement les plus médiatisés, se révélèrent, après 1991, très « à droite ».

On a parfois l'impression que les « conversations de cuisine » moscovites- où l'on refaisait le monde-entraient en résonance avec celles des corridors du Comité Central. Mais son DI était sans doute le secteur le plus « ouvert » de l'appareil. Ses fonctionnaires, de même que les hommes d'affaires, voyageaient beaucoup, et ce qui se passait « à l'Ouest » n'avait plus guère de secret pour eux.

Dès les années soixante, une frange des élites soviétiques a cherché à se débarrasser du « communisme », mais sans (se) l'avouer ou sans trop savoir comment faire. Elle en a finalement trouvé le moyen. Ce qui n'était, au départ, qu'une critique « de gauche » des défauts du système et de la bureaucratie est devenue, à la fin et à la faveur des années Glasnost, une adhésion au néolibéralisme et à la vision euroatlantiste du monde – bref aux idées portées par les leaders de l'opposition démocrate à Gorbatchev qui se rassemblèrent dans « Russie démocratique » pour mettre en œuvre la « thérapie de choc » ultralibérale et les privatisations au profit de la nomenklatura « moderniste » et des nouveaux milieux d'affaires.

Devenue étrangère et hostile au système qui la nourrissait, irrésistiblement attirée par le « modèle »

occidental, cette frange libérale de la direction du PCUS devint finalement hostile à toute idée de renouveau du « communisme » voire à la survie même de l'état soviétique. Nombre de ces « réformateurs du socialisme » comme ils se définissaient dans les années Glasnost, promettant à la population « la justice sociale », un meilleur niveau de vie et « tout le pouvoir aux soviets » affirment aujourd'hui que, dès le départ, ils entendaient en finir « avec le totalitarisme ». C'est sans doute une relecture à posteriori des événements, et une posture conforme aux attentes occidentales en matière de réécriture de l'histoire.

Jean-Marie Chauvier
11 novembre 2011

* Anatoli Tcherniaiev « Sovmestnyi iskhod. Dnevnik dvukh epokh 1972-1991 gody » Rosspen, Moskva, 2008. (en russe)

** L'agonie en question n'est pas celle « du communisme » en tant qu'idée ou des partis d'inspiration communiste en général mais du « Mouvement Communiste International » du XXème siècle, héritier de l'Internationale Communiste ou Komintern (1919-1943) et qui resta plus ou moins lié au PC soviétique. N'entrent pas en ligne de compte ici : les dissidences trotskistes à partir de 1927, titiste dès 1948, albanaise et maoïste à partir de la fin des années 50, ni à fortiori les communismes de gauche tel le POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) espagnol et libertaires.

- [1] Georges Marchais (1920-1997). Secrétaire général du Parti Communiste Français de 1972 à 1974.
 [2] Parti Communiste de l'Union Soviétique. (ex-Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie, tendance bolchévique au pouvoir depuis octobre 1917, devenu Parti Communiste (bolchévique) en 1918, puis PC (bolchévique) pansoviétique en 1925, enfin PCUS de 1952 à 1991.
 [3] V José Gotovitch, Mikhaïl Narinski, Michel Dreyfus, Claude Pennetier, Brigitte Studer, Henri Wehenkel, Serge Wolikow. « Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale Communiste » ed.de l'Atelier 2001.
 [4] Note de JM Chauvier : Staline fait dissoudre le Komintern, une direction collective des PC qui, même soumise à Moscou, continue de mener une action subversive dans les pays capitalistes qui pouvait contredire les intérêts de la diplomatie soviétique. Celle-ci veut avoir les mains libres, hors de toute ligne idéologique rigide, pour prendre les initiatives qui lui conviennent - tel le Pacte germano-soviétique de 1939- et pour mener ensuite la guerre comme Staline l'entend. L'invasion hitlérienne de juin 1941 détermine l'URSS à lui opposer une "Grande Guerre Patriotique" qui n'est pas "communiste" mais "de libération nationale". Et de s'allier aux Britanniques et aux Américains que l'existence d'un Komintern dérange également. Staline doit les rassurer.
 Les résistances communistes se déterminent également de manière autonome. Elles n'en sont pas moins tenues, après la victoire de 1945, de respecter le partage des zones d'influence entre Churchill et Staline, impliquant par exemple l'écrasement militaire de la résistance communiste grecque par les Britanniques et le désarmement contraint des Partisans Armés en Belgique, de même que la sortie des communistes des gouvernements occidentaux - ils en furent expulsés en Italie et en France, ils en démissionnèrent en Belgique. Seul Tito échappa à la règle du partage, en accomplissant "sa" révolution socialiste contre l'avis de Staline.
 [5] De 1946 à 1956, le Bureau d'information communiste, ou Kominform, fut utilisé par Moscou pour diriger les partis au pouvoir en Europe de l'Est et d'autres, français et italiens, qui exerçaient leurs « tutelles » sur de plus petits partis. Les Chinois, les Vietnamiens et autres PC du « tiers-monde » ne faisaient pas partie de ce Kominform dont furent exclus les Yougoslaves en 1948 et qui fut dissous lors de la déstalinisation en 1956.
 [6] Du nom de Nikita Krouchtchev, auteur du fameux « rapport secret » qui dénonça le culte et les crimes staliniens, à l'issue du XXème Congrès (février 1956) du PCUS.
 [7] V Lilly Marcou « Les pieds d'argile. Le communisme mondial au présent 1972-1986 » ed Ramsay 1986
 [8] Lire Michel Dreyfus et autres (dir) « Le siècle des communismes » ed.de l'Atelier,2000
 [9] Boris Ponomarev (1905-1995), secrétaire du CC du PCUS. Chef du DI de 1955 à 1986.
 [10] Mikhaïl Souslov (1902-1982) Dernier haut responsable survivant de l'ère stalinienne, membre du Politburo depuis 1952, sa disparition en 1982 « est la clé du changement de rapport de forces » ouvrant la voie des réformes dès 1983, sous Iouri Andropov. V. Moshe Lewin « L'homme qui voulait réformer l'URSS ». Le Monde diplomatique, mars 2003.
 [11] Léonid Brejnev (1906-1982), secrétaire général du PCUS de 1964 à 1982.
 [12] Alexei Kossuiguine (1904-1980), président du Conseil des Ministres de 1964 à 1980, instigateur de la réforme « marchande » de l'entreprise en 1965, dont le cours fut interrompu par la crise tchécoslovaque de 1968.
 [13] Andreï Gromyko (1909-1989), ministre des Affaires Etrangères de 1957 à 1988. On lui prête un rôle décisif dans le choix de Mikhaïl Gorbatchev comme secrétaire général en 1985.
 [14] C'est là notamment qu'ont germé les idées d'une économie mondiale « globalisée », par opposition aux conceptions autarciques héritées du stalinisme.
 [15] Lui succédèrent, à la direction de l'IMEMO, Alexandre Iakovlev de 1983 à 1986 et Evgueny Primakov en 1986.
 [16] Alexandre Iakovlev (1903-2005), membre du Politburo du PCUS de 1986 à 1991.
 [17] Suite à des critiques publiques du courant nationaliste russe au sein du parti.
 [18] Jean-Marie Chauvier « Retour, vingt ans après , sur la perestroïka gorbatchévienne », Le Monde Diplomatique, juin 2005.
 [19] Enrico Berlinguer (1922-1984) secrétaire général du PC italien de 1972 à 1984.
 [20] Son leader, Joe Slovo, est l'un des inspirateurs de la lutte de l'ANC contre l'apartheid.
 [21] Géorgui Dimitrov (1882-1949). Leader communiste bulgare rendu célèbre par ses plaidoyers et sa « victoire » au « Procès de Leipzig » de 1933 que lui intentèrent les nazis (incendie du Reichstag), secrétaire général du Komintern de 1934 à 1943, fondateur de la République Populaire de Bulgarie après la guerre.

[22] Idéologue du PCF dans les années 1950-60, Roger Garaudy était en désaccord avec la direction sur la « normalisation » tchécoslovaque (qu'il condamnait) et l'appréciation de mai 1968 (la sienne était plus favorable) Sa rupture eut un grand retentissement. Ultérieurement, il s'est converti à l'Islam et a épousé des thèses négationnistes.

[23] De 1973 à 1978, le président du PSB est André Cools, assassiné en 1981. Il avait noué des relations très amicales avec Vadim Zagladine.

[24] J'en ai établi et diffusé en 2010 un résumé avec plusieurs extraits concernant le rôle de M. Gorbatchev dans la « chute du Mur » et la réunification.

[25] De cet ancien MCI subsistent aujourd'hui des partis d'états – tels les PC cubain et vietnamien – et de multiples formations politiques d'opposition, les plus importantes étant, à l'Est, les PC de Bohême-Moravie, de Moldavie, d'Ukraine et le (nouveau) de la Fédération de Russie, et à l'Ouest, les PC grec, chypriote et portugais. Exceptionnel est le destin du parti est-allemand (SED puis PDS), co-fondateur avec la gauche sociale-démocrate du parti « Die Linke ». Certains PC se sont intégrés à des formations de gauche pluralistes, tel le parti de gauche suédois, membre de l'Alliance de la Gauche Verte Nordique, ou se sont regroupés au sein du Parti de Gauche Européen.(PGE) Plusieurs anciens partis au pouvoir ont viré à la social-démocratie voire au libéralisme. La « social-démocratisation » puis la « libéralisation » ont également entraîné les héritiers du grand PC italien, la ligne de la direction « liquidatrice » ayant abouti à la formation d'un parti « démocrate » centriste. Leurs opposants de gauche (dont principalement Rifondazione Comunista) se sont atomisés.

Un cas à part est celui du PC chinois, dont tout laisse penser qu'il est devenu une structure d'encadrement d'un capitalisme d'état très éloigné du « socialisme réel » tel qu'il existait en URSS et en Chine jusque dans les années 80, mais néanmoins toujours lié aux PC qui, dans le monde, lui restent favorables et sont persuadés que « le socialisme » s'épanouit en Chine.

*Jean-Marie Chauvier est un
collaborateur régulier de
Mondialisation.ca. Articles
de Jean-Marie Chauvier
publiés par
Mondialisation.ca*

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Jean-Marie Chauvier, Mondialisation.ca, 2011

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27655

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009